

picodent

le journal des Alternatifs Drôme - Ardèche

Décembre 2011
N° 10 - 2me année
1 € 50

L'EDITO

de Jean

Ce 10me "PICODENT" boucle deux années de parution.

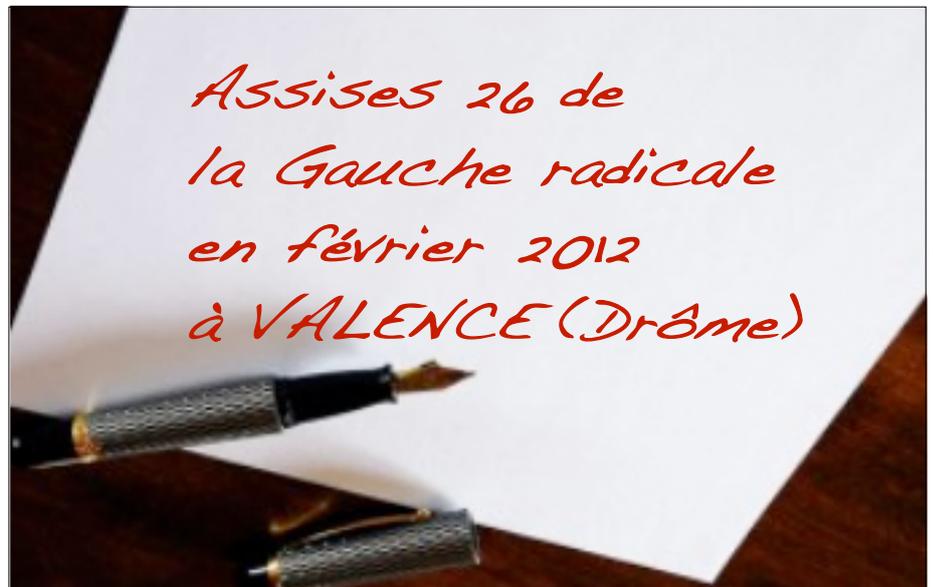
Dans nos différents numéros, nous nous sommes attachés à donner la parole aux acteurs-trices de terrain.

Dans celui-ci nous avons voulu, sous forme d'un questionnaire, prendre en compte la parole de ces militant-e-s associatifs, engagé-e-s politiquement, mais hors des partis. Et savoir pourquoi ces femmes et ces hommes engagé-e-s ne se retrouvent pas dans les organisations politiques.

Les réponses des un-e-s et des autres doivent nous interroger sur « le comment faire de la politique "autrement". »

Faire de la politique autrement, ne serait-ce pas de faire naître le désir de tous-tes pour la "chose" commune plutôt que de penser et dire à la place de... ??

Le débat ne fait que commencer et doit se poursuivre ...



DOSSIER

Parti(e) de carte(s) !

(p. 3, 4, 5, 6)



Photo : next-up.org
chaîne humaine anti-nucléaire à Crest (26)

SOMMAIRE

L'EDITO de Jean. p. 1

CULTURE - EXPRESSION - Coin ciné. p. 2

DOSSIER - Parti(e) de carte(s) ! Joker ? - p. 3, 4, 5, 6

ENVIRONNEMENT - FÉMINISME - Scandale : des milliers d'ouvrières exploitées ! p. 7

RÉSISTANCES - La démocratie... Quelle démocratie ? p. 8



Coin Lecture, Ciné, Culture

« Travailler moins pour culturer plus... »

Les Nouveaux
Chiens de Garde

Film documentaire sorti le 23 novembre dernier, de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat.

Le titre se veut un clin d'œil, de même que le livre éponyme de Serge Halimi de 1997, réédité en 2005, avec *les Chiens de Garde*, écrit en 1932 par Paul Nizan. Ce dernier dénonçait à l'époque les philosophes et les écrivains qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi.

Ici, en moins de deux heures, les réalisateurs examinent et démontent tous les ressorts de la collusion, au-delà de la connivence, entre journalistes, experts médiatiques, pouvoir économique, financier et politiques.

"Les Nouveaux Chiens de Garde" dénonce cette presse qui se revendique indépendante, pluraliste, objective et fonctionnant comme un contre-pouvoir, mais dont la quintessence bipédique va à la soupe, pardon, est invitée par les puissants aux dîners mensuels du Siècle. Quelques moments d'humour filmés sur le trottoir à l'arrivée de certains convives !

Ces médias supportent la contradiction pourvu qu'on



soit d'accord avec eux, car sinon c'est le rejet et le mépris (superbe moment entre Xavier Mathieu, leader des Conti, et Pujadas, en direct au journal du soir !)

Film dense, mais clair, pédagogique, bien rythmé, avec des incises explicatives parfois caustiques (merci Lordon !), dites par des économistes, sociologues, journalistes, philosophes !

Bref, un film à aller voir d'urgence en espérant qu'une version CD circule très vite dans tous les milieux !

Daniel

LA MARE AUX ANARS

billet de (mauvaise) humeur

LES BONNES NOTES

L'Altermondialisme, ça mérite une bonne note ... c'est refuser de se soumettre à la finance, à la loi du « toujours moins » de droits et de liberté. C'est refuser de ne voir les autres que comme des concurrent-e-s, des adversaires, des ennemi-e-s ...

Le féminisme, ça mérite une bonne note ... c'est respecter l'autre moitié du ciel, se battre contre les discriminations, les injustices et les violences. C'est refuser le machisme et affirmer hors de toute contrainte le droit à disposer de son corps.

L'Autogestion, ça mérite une bonne note ... C'est vouloir croire en l'intelligence de tout-e-s et réclamer le droit au bonheur, à la solidarité et au respect.

Altermondialisme -Anti-machisme – Autogestion
Un triple A !!!

Patrocle

Rectificatif Picodent N° 9
Drôme terre de gauche

Nous vous prions d'excuser l'amalgame qui a été fait lors de la parution du Picodent N° 9 entre *la dynamique des Assises de la Gauche Radicale 26* - qui auront lieu en février 2012 et qui sont nées d'un souhait de démarche unitaire, initié sur Valence par le NPA, le Front de Gauche, le MPEP, des citoyens et des syndicalistes, démarche à laquelle s'associent les Alternatifs) et *l'initiative citoyenne de "en Drôme une Terre de Gauche"*, qui souhaitait anticiper les législatives de 2012, sur la troisième circonscription de la Drôme et qui aujourd'hui se traduit en un projet de Drôme Terre de Gauche avec la candidature de Corinne Morel Darleux (PG et Front de Gauche), à laquelle le NPA, les Alternatifs, le MPEP et des Citoyens sont susceptibles de s'associer dans le cadre d'un accord unitaire le plus large possible.



Bulletin d'abonnement

à adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Votre modeste contribution peut être une occasion de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 € par an / papier : 10 € par an.

Nom, Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :@.....

- Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.
- Je choisis la version électronique.
- Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.
- Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.
- Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.
- Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

Directeur de publication : Jean SAGNARD,
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË
Tél. 04.75.37.76.87

Éditeur : ALTERNATIFS 26 - 07

Publication : imprimerie le CRESTOIS
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle Journal édité à 80 exemplaires
<http://alternatifs0726.over-blog.com>

parti(e) de carte(s) ! JOKEUR ?

Certes, ils-elles ne sont pas spectateurs-trices de leur destin et on les retrouve à nos côtés dans toutes les luttes et aventures : contre le gaz de schiste, pour la transition écologique, pour la lutte des femmes, les expériences autogestionnaires du Village des possibles... et même au comité de rédaction du Picodent !!!

Pourtant, pour reprendre la belle formule d'Alfred de Musset, craignent-ils-elles que « la politique ne soit qu'une fine toile d'araignée, dans laquelle se débattent bien des pauvres mouches mutilées » ?

Et que leur dire quand certain-e-s qui proclamaient haut et fort vouloir faire de la politique autrement abdiquent toute conviction en échange de 60 circonscriptions ?

Cette crainte, c'est celle partagée par des millions d'indi-

gné-e-s de par le monde, par les abstentionnistes espagnol-e-s et par tout-e-s ceux et celles qui consacrent leur vie à militer hors des partis.

Peut-être doit-on poser cette même question que Lénine il y a un siècle : que faire ?

Que faire pour changer la société en profondeur sans se contenter de protester ?

Que faire pour s'inscrire dans la durée sans assister au délitement de mouvements éphémères ?

Que faire pour progresser par le débat dans un intellectuel collectif sans se scléroser dans une démarche individuelle ?

Géraldine, Yann, Denis et Franck sont nos ami-e-s et ils-elles ont répondu à nos questions.

Michaël

LE TÉMOIGNAGE DE GÉRALDINE

Vous êtes actrice "politique" dans les mobilisations locales ou globales, mais vous n'êtes pas dans un parti politique. Pourquoi ?

En fait, j'essaie de m'investir dans des mobilisations liées à la Transition : le développement d'énergies renouvelables (et d'isolation des logements) contre le nucléaire et le gaz de schiste ; la promotion d'une agriculture locale (circuits courts) et naturelle, pour à la fois se nourrir, se soigner et respecter la terre ; une diminution de l'usage du plastique, le recyclage des matières organiques ou autres ; etc...

Ces idées de Transition existent au sein de certains partis, mais n'ont que peu de chances de naître par les urnes en 2012... Je n'arrive pas à comprendre comment les citoyens peuvent être appelés à voter pour UNE personne aux présidentielles, alors que la démocratie se trouve dans le choix d'idées collectives.

Au fond, "Je n'suis qu'un militant / Du parti des oiseaux / Des baleines, des enfants / De la Terre et de l'eau..." (Renaud - Le Déserteur)

**Comment envisagez-vous la transformation sociale ?
Comment envisagez-vous le**

rôle de l'État, des institutions ?

J'imagine une transformation sociale par le peuple, car aujourd'hui le rôle de l'État (et des institutions) est, pour moi, corrompu par le pouvoir et l'argent, ce qui engendre un lien inconsidérable avec les multinationales et une disparition du public pour le privé. L'État est devenu incapable de se remettre en question : la preuve avec la question de

l'abandon du nucléaire...

Comment, sans être dans un parti, élaborer une pensée collective ?

Je pense que les citoyens ont d'abord le besoin de s'investir dans la vie locale, de se regrouper pour partager et confronter leurs idées, de participer à cette "démocratie participative" et de pouvoir travailler avec leurs élus (au minimum : référendums pour

les décisions importantes ou contestées). Il est temps de se rendre compte, comme le montre le mouvement des Indignés, des dérèglements du capitalisme dans une société uniquement basée sur la consommation individualiste... Il est même encore temps de vivre ensemble, dans le respect de chacun et de la nature !

LE TÉMOIGNAGE DE YANN

Vous êtes acteur "politique" dans les mobilisations locales ou globales mais vous n'êtes pas dans un parti politique. Pourquoi ?

Selon les sujets, je peux me sentir proche des positions de différents partis politiques, aucun d'entre eux ne reflétant toutes mes sensibilités. Mais je pense que ce qui me bloque le plus est que je ne me sens pas capable d'assumer la discipline de parti et les décisions qui pourraient être prises par la direction d'un parti et avec lesquelles je serais en désaccord, et que j'aurais à défendre vis-à-vis de la population. De plus, bien qu'ayant conscience des rapports de force, je me sens vraiment éloigné des tractations entre partis politiques, qui peuvent avoir lieu dans le système électoral actuel et que j'au-



rais également à défendre si je militais dans un parti.

**Comment envisagez vous la transformation sociale ?
Comment envisagez vous le rôle de l'État, des institutions ?**

Vaste question. Sur la transformation sociale, je crois profondément en l'éducation populaire et à la réappropriation des enjeux par les citoyens, à l'intelligence collective. On l'a vu sur les gaz de schiste où les citoyens se sont pris en charge, se sont appropriés les enjeux, et sont allés chercher eux-mêmes et ont construit leur propre expertise pour tenir tête au gouvernement et aux multinationales de l'énergie, avec succès !

Le même processus est à l'œuvre sur le nucléaire face à l'œuvre sur le nucléaire face à la propagande actuelle du gouvernement sur le sujet. En l'état actuel des choses, la véritable transformation sociale ne peut venir que de ce type de mobilisation large et de construction de rapports de force, qui obligent les élus quels qu'ils soient à suivre la population et à la relayer.

C'est ce qu'on a également vu sur les gaz et huile de schiste où des députés UMP comme Christian Jacob ont bien été obligés de s'opposer aux projets d'exploration, probablement contre leur conviction profonde, même si d'autres, comme Hervé Mariton, ont préféré rester sur une position attentiste et irresponsable.

Outre les mobilisations "contre" en réaction aux agressions extérieures, je crois également à la construction collective d'alternatives et à la réappropriation citoyenne de pans entiers de notre vie quotidienne : les AMAP pour l'alimentation et l'agriculture, Enercoop pour l'énergie, la Nef pour la finance, etc...

Mais tout cela nécessite bien sûr du temps et pose la question du temps de travail ! J'ai la chance de travailler 4 jours par semaine, ce qui me semble déjà être un maximum.

Sur le rôle de l'État, je reprendrai la position des Amis de la Terre qui reflète bien ma con-

ception des choses : "L'État, aujourd'hui instrumentalisé par les puissances économiques, reste néanmoins le garant de la souveraineté des peuples et de leurs droits, de l'intérêt général contre les intérêts particuliers. En ce sens, nous agissons pour l'amener à jouer son rôle de régulateur pour mettre en place les conditions de la transition". Quand on voit l'offensive mondiale des multinationales qui profitent du manque de régulation pour s'imposer partout et faire pression sur les gouvernements, il me semble que seuls les pouvoirs publics peuvent renverser la vapeur... sous la pression des citoyens !

Comment, sans être dans un parti, élaborer une pensée collective ?

Une pensée collective peut également tout-à-fait, à mon sens, s'élaborer dans le cadre d'une association. C'est le cas aux Amis de la Terre, l'association dans laquelle je milite le plus, où à partir d'une mission générale "de protection de l'Homme et de l'environnement", nous avons décliné l'objectif de promouvoir une société écologiquement viable et socialement équitable, qui touche à presque toutes les dimensions de la vie en société et constitue à mon sens une première pensée collective.

Mais le vrai défi est d'élaborer une pensée collective plus large. J'en ai bien conscience, mais je n'ai pas de solutions miracles pour cela, même s'il me semble que les alternatives de l'économie sociale et solidaire mentionnées ci-dessus sont de bons débuts pour déjà passer à l'action collective...

**LE TÉMOIGNAGE
DE
FRANCK**

Vous êtes acteur "politique" dans les mobilisations, locales ou globales mais vous n'êtes pas dans un parti politique. Pourquoi ?

Je suis acteur essentiellement

dans le réseau associatif. J'ai toujours eu une réticence à m'engager dans un parti politique, peut-être d'ailleurs au départ pour des raisons de culture familiale. Depuis, j'ai eu l'occasion de me rendre compte que les partis sont pris dans une course au placement électoral, même s'ils s'en défendent. La suite, quand ils ont des élus et une place importante dans le paysage politique, qu'il soit local ou national, c'est une "institutionnalisation" sclérosante qui les empêche en général rapidement de mettre en œuvre ce qu'ils avaient promis de réaliser ! Je constate aussi la difficulté qu'ont en général les hommes politiques, souvent confortés par leur parti et le système en vigueur chez nous, à entrer en carrière politique : ce qui est la meilleure garantie de ne jamais faire aboutir le moindre projet révolutionnaire. Ceci dit, je suis bien conscient que dans notre système, il paraît difficile de se passer des partis politiques...

Comment envisagez vous la transformation sociale ?

La réalité montre qu'il n'y a pas la moindre transformation sociale qui ne soit portée par un mouvement populaire. Je ne crois absolument pas au grand soir, ni au candidat miracle, qui apporteraient de façon magique les changements attendus. C'est par la prise de conscience et l'entrée en action des femmes et des hommes qui composent la société, autrement dit les citoyens exerçant leur citoyenneté, que les choses peuvent changer. C'est compliqué dans un système devenu très technique, très rapide, où les services que tout un chacun utilise tous les jours mettent en jeu des échanges, un système énergétique, une technologie qui nous échappent. Notre société est devenue une société cloisonnée, ultra-spécialisée, où les gens se sentent totalement incapables, pour la plupart, d'avoir une influence sur leur vie : c'est le marché et la technique qui décideraient. D'ailleurs les "hommes politiques" et les médias nous le

répètent sans arrêt ! Les pistes pour une vraie transformation sociale ne peuvent pas non plus faire l'économie du monde réel dans lequel nous vivons, à savoir sur la planète terre, avec un accès aux matières premières, à l'énergie qui sont limitées et une pollution généralisée engendrée par notre mode de vie. C'est l'avenir de notre espèce sur terre qui est en jeu aujourd'hui. Il y a donc urgence ! C'est d'abord, me semble-t-il, en prenant acte de cette réalité et en arrêtant d'écouter les sirènes du capitalisme vert qui réparerait par une nouvelle fuite en avant technologique les dégâts qu'il a provoqués.

La transformation sociale, c'est toutes les initiatives prises partout dans le monde et qui sont de véritables alternatives au système capitaliste : Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, Système d'échanges locaux, réseaux d'entraide, monnaies locales, médias alternatifs, réappropriation du foncier, mouvements des villes en transition... Tous ces réseaux qui se construisent en marge du système et qui sont des lieux de réappropriation de la citoyenneté, de lien social, du plaisir à partager, à construire ensemble. Le problème, c'est "comment élargir, comment toucher ceux qui ne connaissent que le système dominant ? Comment agir quand on s'éloigne du local ? Comment créer une gouvernance au service des peuples ?"

Il faut bien, à un moment donné, que les changements soient inscrits dans la loi : par exemple le renversement de la logique actuelle ou la liberté du commerce, de l'investissement passent avant la satisfaction des besoins fondamentaux et la protection sociale ! C'est peut-être là qu'il faudrait une jonction entre les expériences alternatives concrètes et le champ de la prise des décisions politiques. Il y a des pistes intéressantes sur ce sujet, par exemple dans le mouvement des villes en transition, mais au niveau local.

Comment envisagez vous le rôle de l'État, des institutions ?

L'État, tel que nous le connaissons dans les sociétés dites démocratiques, me semble être à la fois le moins pire système, mais certainement pas la panacée en matière de démocratie. L'État est toujours au service des intérêts de la classe dominante, celle qui possède la richesse matérielle, au service du marché.

J'aime beaucoup la réflexion de Cornelius Castoriadis dans "une Société à la dérive", où il s'interroge sur "comment on fait société", comment les institutions peuvent dériver et travailler contre l'objectif qui a poussé à leur création. J'aime aussi les écrits de Yvan Illich, qui a passé sa vie à analyser les institutions et à essayer de comprendre à quel moment elles se mettent à ne plus fonctionner. Il y sûrement de ces réflexions des pistes à réfléchir pour que les institutions soient au service de l'intérêt commun.

Comment, sans être dans un parti, élaborer une pensée collective ?

Je me retrouve bien dans le discours des objecteurs de croissance qui consiste à prendre acte de la limite de ce qui nous est accessible sur notre planète et le partager équitablement. Ça signifie diminuer notre consommation énergétique et nos rejets de gaz à effet de serre, dans les pays riches, et surtout construire un autre imaginaire que celui qu'on nous a imposé avec la marchandisation de la vie : moins de biens, mais plus de liens !

Mais encore une fois, je pense qu'il y a urgence à agir pour arrêter la casse environnementale et sociétale. Donc il faut essayer de travailler avec le maximum de monde, donc avec des personnes sincères dans les partis politiques.

LE TÉMOIGNAGE DE DENIS

Vous êtes acteur politique dans les mobilisations locales ou globales, vous n'êtes pas dans un parti politique, pourquoi ?

Parce que je ne suis un acteur que par intermittence, en fonction de mobilisations et de luttes qu'il me semble nécessaire de mener.

Parce que je pense que se mettre en parti, c'est forcément aliéner beaucoup de sa liberté.

Parce que je ne hiérarchise pas l'ordre du jour des luttes : l'aliénation économique n'est pour moi qu'une parmi d'autres, plus facilement identifiable peut-être (mais les aliénations culturelles et idéologiques sont également fondamentales).

Comment envisagez-vous la transformation sociale ? Comment envisagez-vous le rôle de l'État et des institutions ?

Je souhaite une transformation radicale : il me semble éminemment désirable de prendre un autre chemin que celui de l'actuelle organisation collective de la vie des hommes.

Le monstre froid est-il amendable ? Je pense que non. Donc l'État doit être dépassé : c'est une absolue nécessité de l'émancipation humaine.

Mais comme on ne sait vraiment pas comment s'y prendre pour lui tordre le cou, il est bon, me semble-t-il, d'obtenir toutes les inflexions institutionnelles possibles qui vont dans le sens de l'égalité dans tous les domaines de la vie collective.

Comment dans un parti élaborer une pensée collective ?

Je ne pense pas qu'un parti puisse élaborer une pensée ; la pensée c'est quelque chose

qui s'élabore individuellement dans la liberté la plus absolue puis qui se partage, parfois, entre égaux.

Un parti ça peut élaborer un programme et une stratégie quand il s'agit de se présenter aux élections ; mais pour l'organisation des luttes per-

manentes sur les différents fronts, les syndicats et les associations sont, à mon avis, des structures mieux organisées et bien plus efficaces. Leurs actions sont également bien mieux comprises de la population.

La lecture de ces témoignages nous apporte quelques éléments de compréhension de ceux qui choisissent de ne pas prendre leur carte dans un parti politique aujourd'hui :

- ° la difficulté de valoriser l'action collective face à la violence que représente la personnification des partis politiques.

- ° la question de "la discipline de parti" qui indique le problème rencontré bien souvent dans les organisations politiques de hiérarchisation, de verticalité signifiant une rigidité de fonctionnement de ces organisations ; elles ne permettent pas à l'individu de se reconnaître ou de penser qu'il peut être force de proposition et d'innovation au sein du collectif ; cette personnification nuit à la créativité. Comme disait Marx : « le mort saisit le vif »,

- ° la critique du système électoral actuel, le questionnement sur le rôle de l'État aujourd'hui, qui disqualifient les partis politiques quand ceux-ci soutiennent dans leurs fonctionnements propres et leurs organisations internes ce même système (non pas dans les discours qui sont bien souvent très éloignés de leur réalité de fonctionnement interne.)

La conviction qu'il faut changer, qu'il est nécessaire de se regrouper et de se donner les moyens de ce changement semblent faire l'unanimité...

Mais : Comment allons-nous passer de ces actions collectives, des mobilisations créatives et résistantes à un changement effectif de notre société, de son organisation et de ses institutions ??

Pour un début de contrepoint... Si j'ai choisi de militer dans un parti, c'est justement parce que je partage toutes ces remarques et que je pense que nous devons nous organiser nous aussi dans le rapport de force: Certes dans des formes politiques "instituées" autogérées (par opposition totale à la hiérarchisation et personnification à l'œuvre dans la forme parti traditionnelle), afin dévaloriser et peut-être de commencer à mettre à l'épreuve, à un niveau plus général, la société que nous souhaitons pour demain.

Les limites pour moi de ces luttes collectives, passionnantes et créatives, mais souvent trop dispersées (collectif pour ci... collectif pour ça...), nous empêchent de prendre le problème à la racine et dans son ensemble, qui est avant tout le niveau global international politique et économique qui régit tout nos systèmes.

C'est pourquoi Picodent dans ce dossier ouvre la discussion et proposera au premier trimestre 2012 une soirée sur ce thème. Comment passer de nos institutions actuelles à une organisation de la société radicalement différente ? Quelles formes politiques peuvent faciliter ce changement ??

Pénélope

picodentjournalalternatifs@orange.fr

parti(e) de carte(s) ! JOKEUR ?

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...

Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.



Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de dé-

bats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les dé-

cisions prises par celle-ci.

*(Extraits du livret
d'accueil
des Alternatifs)*

Où trouver PICODENT ?

- * au Chant des Bouteilles à AUBENAS (07),
- * à la Maison de la Presse à JAUJAC (07),
- * au Bar du Centre à JAUJAC (07),
- * au Bar associatif chez Lorette à St-PRIVAT (07)
- * au Tabac Presse à ALLEX (26)
- * à L'Arrêt Public - café associatif à CREST (26),
- * au Tabac Presse du Pont à CREST (26),
- * au Tabac du Centre à CHABEUIL (26),
- * et auprès des militant(e)s alternatifs.

*Les Alternatifs ont participé...
participent...
participeront...*

- ° Assises 26 de la gauche radicale.
- ° Manif du Tricastin le 25 novembre.
- ° Marche antinucléaire à Valence le 27 novembre.

* Journée de lutte des 13 et 15 décembre.

DÉGAZONS À BARJAC

À la limite de l'Ardèche et des Cévennes, Barjac était ce 23 octobre, le point de convergence de plus de 3.000 opposant-e-s toujours déterminé-e-s à empêcher l'exploitation du gaz de schiste et à obtenir l'annulation de tous les permis encore accordés.

Les Alternatifs étaient là, venu-e-s du Gard, de l'Ardèche et de la Drôme.

Dans une ambiance musicale et joyeuse, beaucoup de familles et d'enfants couverts d'autocollants ont défilé dans les ruelles de la ville puis se sont rassemblés sur la place du marché pour écouter les explications des géologues et des experts.

Michaël

Gaz de schiste : l'Ardèche a accueilli la coordination nationale des collectifs locaux

Les 5 et 6 novembre derniers, la réunion de la coordination nationale contre les gaz de schiste s'est tenue à Jaujac. Étaient présents plus d'une dizaine de collectifs.

Cette réunion a été l'occasion de présenter le Collectif 07, son fonctionnement pluraliste et très démocratique, de faire un bilan juridique et financier sur le plan national.

Le fonctionnement de la coordination nationale laisse un peu à désirer quant aux prises de décision et engagements qui en découlent. La question d'un porte-parolat a été également discutée. Peu de décisions prises lors de cette réunion. La prochaine aura lieu en Île-de-France ou dans l'Ain.

Quant au Collectif 07, il pour-

POÈME

Le café

J'ai acheté
Un paquet de cigarettes
Un journal
Et un rayon de soleil
Et j'ai été m'attabler
À la terrasse
D'un immense café
J'ai commandé
Un lait
Et j'ai disposé
Mon paquet
de cigarettes
Mon journal
Mon rayon de soleil
Et mon verre de lait
En ordre
Je me suis bien calé
Dans mon fauteuil
Et j'ai commencé à lire
Tranquillement
Un instant après
J'ai regardé
Mon paquet
de cigarettes
Mon journal
Mon rayon de soleil
Et mon verre de lait
Bien alignés
Et je me suis demandé
Si j'étais
un révolutionnaire.

R. Boudjedra

Anthologie de la nouvelle
poésie algérienne

suit sa route, malgré l'abrogation des 3 permis de Villeneuve-de-Berg, de Montélimar et de Nant (il en reste 61, et plus de 80 sont à l'instruction), et reste déterminé sur le mot d'ordre :

**No Gazaran,
ni ici ni ailleurs !**

Daniel

Espace 07

IL FAUT ÉCRIRE AU PASSÉ !

Espace 07 était une association qui gérait par délégation de L'ARS (agence régionale de santé) un service de soins aux toxicomanes depuis une vingtaine d'années dans le département de l'Ardèche. Le service avait deux activités distinctes mais complémentaires :

- ° un CSST (service de soins aux toxicomanes) financé par le régime de la sécurité sociale,

- ° un point écoute qui s'adressait aux adolescents et leurs familles, jeunes primo-sommateurs. Cette activité avait un rôle de prévention et était financée sur un budget inter-ministériel.

Des professionnels (psychologues, médecin, infirmière,

travailleur social) en assureraient le bon fonctionnement. L'ARS, en juin 2010, informe l'association Espace 07 de l'arrêt de financement du point écoute (la moitié de l'enveloppe globale.) Il en résulte une impossibilité pour le service de continuer ses activités. Après ces derniers mois, sans solution de financement, le service doit fermer ses portes. Il est aujourd'hui en liquidation judiciaire. Ce sont essentiellement des motivations budgétaires qui ont amené à cette situation, puisque en 2009 l'agrément avait été reconduit.

Aujourd'hui sur l'Ardèche, aucun suivi n'est assuré pour ces patients. En urgence, ils se retrouvent à l'hôpital gé-

ral.

Comme toujours, c'est la prévention qui est sacrifiée sur l'autel du profit.

Cette décision unilatérale de fermer un service de soins sans concertation avec les acteurs de terrain en dit long sur le fonctionnement démocratique de nos dirigeants.

L'absence de réaction des élus locaux montre à quel point, à leur yeux, il est plus important de s'occuper de finances, de rentabilité, plutôt que de l'humain, surtout de l'humain en souffrance. Une société est jugée dans sa manière à s'occuper des plus faibles, ...mais ceux-ci souvent ne votent pas !

Jean

Scandale !

DES MILLIERS D'OUVRIÈRES
EXPLOITÉES !

**10.000 à 50.000 :
c'est le nombre
d'abeilles
qui habitent une ruche
suivant les saisons.
Ce chiffre diminue
dramatiquement
depuis quelques années.**

**OGM, PESTICIDES,
INSECTICIDES**

Depuis maintenant une dizaine d'années les apiculteurs font le constat que les ruches se dépeuplent, que les récoltes de miel diminuent et que des études montrent que la qualité des miels est fortement altérée. L'image du miel, seul produit encore entièrement naturel, sain et bon pour la santé, est sévèrement remise en question : après les OGM, une étude de "60 Millions de Consommateurs" met en évidence la présence de 26 pesticides et 9 antibiotiques dans des miels vendus en France.

Si tout ces miels sont conformes à la loi, la présence de ces polluants d'origine environnementale pour la plupart pose la question du bruit de fond chimique qui se généralise.

Dans ce début d'automne, des mobilisations d'apiculteurs avec manifestations se sont déroulées partout en France (rarement reprises dans les médias.) Ces manifestations avaient pour but de sensibiliser l'opinion au danger de l'emploi de pesticides et de défendre l'abeille, "sentinelle de l'environnement".

SAUVONS LES ABEILLES !

le 3 octobre, contre la décision du Conseil d'État, le ministre de l'agriculture a confirmé l'homologation du cruiser OSR sur les semences de colza. Ce pesticide, à l'origine de cas d'intoxication chez les abeilles, suscite les plus vives inquiétudes chez les apicul-

teurs. Ceux-ci tiennent à rappeler le rôle indispensable des abeilles. Grâce à la pollinisation des plantes à fleurs sauvages et cultivées, elles participent au bon fonctionnement des écosystèmes et au maintien de la biodiversité, elles ont aussi un rôle primordial dans de nombreuses productions agricoles.

Que ce soit pour les OGM, les pesticides, nos dirigeants ne sont motivés dans leurs décisions que par le profit des grands groupes industriels. Il est encore une fois indispensable de :

- ° condamner avec force l'autorisation du cruiser OSR, car cette décision expose davantage la filière apicole et l'ensemble des pollinisateurs à un grand risque,

- ° souligner que cette décision va à l'encontre de la stratégie nationale de la biodiversité adoptée en juin dernier,

- ° souligner que le gouvernement cède une fois encore aux

**JOUETS
SEXISTES :
APPEL POUR
UNE ACTION
LE 17 DÉCEMBRE**

« Le jouet est il un objet anodin ou au contraire un objet chargé des valeurs que la société veut inculquer aux enfants ? A l'approche de Noël interrogeons nous sur les jouets et les représentations qu'ils véhiculent, les rôles qu'ils jouent dans l'éducation. »

Suite au Cafémiste qui a eu lieu dans le cadre des Apéro-femmes jeudi 17 novembre à la MJC Robert Martin à Romans, le public présent a décidé de faire une action contre les "jouets sexistes" dans un grand magasin.

Cette action aura lieu à partir à 14 h 30 le 17 décembre. Les personnes intéressées se réuniront le 13 décembre à 19 h 30 pour finaliser cette action à la maison de quartier St-Nicolas, place du Chapitre à Romans.

Vous pouvez nous rejoindre si vous le désirez. Plus nous serons nombreux-ses, mieux ce sera. *(Les citoyenNEs présentes au cafémiste dans le cadre des Apéro Femmes du 17 novembre, le collectif Femmes en Marche, le Centre médico-social de la Monnaie, les Cafémistes 26/07, le Planning Familial de Romans...)*

**Café repaire
« Là-bas si j'y suis »
Mardi 6 décembre 2011
de 18 h 30 à 20 h 30
Au café le Central
55 place Jean Jaurès
Romans sur Isère
INDIGNONS-NOUS !
ET APRÈS ?**

lobbies, et ce en totale contradiction avec les engagements du Grenelle de l'Environnement et le principe de précaution inscrit dans notre Constitution.

Jean

La démocratie, quelle démocratie ?

Ce n'est pas le peuple italien mais les « marchés financiers » qui ont eu raison de Berlusconi. Et encore, il a essayé de s'accrocher, mais ils ont dit : « Tu dois partir AVANT la fin du week-end et la réouverture de la Bourse lundi ! » Et hop ! Ça marche ! Berlu, dehors ! Déjà Papandreou, en Grèce, avec son idée folle de proposer un référendum ! Il n'y pensait pas sérieusement ? Allez ouste ! Dehors ! Et vite !

Serait-ce la représentation populaire qui prend la place ? Vous rêvez ou quoi ? Non, en Grèce, c'est Lucas Papademos. Et il sort d'où ? De 1994 à 2002, il était à la Banque centrale de Grèce et de ce fait a participé au tripotage des comptes, avec la banque Goldman Sachs, pour l'entrée du pays dans l'Euro. Ensuite, jusqu'en 2010, il est vice président de la BCE. Subtil, non ? Et ce dernier gouvernement s'établit avec des ministres "socialistes" d'une part et quatre d'extrême droite d'autre part. Rappelons que les Grecs ont été soumis à la dictature, dite "des Colonels" de 1967 à 1974.

En Italie, le chef du gouvernement est Mario Monti, international advisor pour Goldman Sachs depuis 2005, ancien commissaire européen à la concurrence. Par ailleurs, un autre italien, Mario Draghi, est nommé président de la Banque Centrale Européenne depuis le 1er novembre dernier. Il était avant cette date gouverneur de la

Banque d'Italie entre 2006 et 2011. Et avant ? Vice président pour l'Europe de Goldman Sachs entre 2002 et 2005, et à ce titre, suspecté de conflit d'intérêt dans le maquillage des comptes grecs ! Vous aurez compris ! La démocratie, à savoir le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, est de moins en moins au rendez-vous.

Et si ça se trouve, lorsque vous lirez ce journal, d'autres têtes seront tombées, fauchées par "les marchés" qui ne seront toujours "pas rasurés" !

Alors, la solution, c'est peut-être, dans un premier temps, d'initier partout des comités contre cette dette illégitime, comme le font Attac et la Fondation Copernic en France, mais aussi dans les pays européens ! Car une dette illégitime, on n'a pas à la payer ! Rappelons-nous, en 2001 en Argentine... Un pays terrassé par les financiers et au final, un président (le 3ème après le crash) qui refuse de rembourser la dette. L'Argentine s'en porte-t-elle moins bien actuellement ? Non !

En France, c'est la poursuite du clivage de 2005 au sujet du TCE ! D'un côté, ceux qui acceptent le cadre léonin, de l'autre, ceux qui refusent et proposent une solution de rupture avec ce système !

Au boulot, les vrais démocrates !

Daniel

Un contre-sommet réussi !



Le Contre G20 qui s'est tenu à Nice du 1er au 4 novembre pour dénoncer l'illégitimité du G20 a été un succès.

La manifestation du 1er novembre a ouvert le Contre G20. Elle a réuni environ 10.000 manifestant-e-s, qui ont défilé dans les quartiers populaires de l'est de la ville, très encadré-e-s par un dispositif policier totalement démesuré. Elle s'est tenue sans aucun incident, ce que la presse locale a été obligée de reconnaître le lendemain.

Les 2 et 3 novembre, diverses animations de rue et actions spontanées des Indigné-e-s ont été organisées dans la ville de Nice malgré le quadrillage policier. Parallèlement, divers ateliers et séminaires se sont tenus sur des thèmes variés (crise, paradis fiscaux, dette, transition énergétique, etc...)

De ce point de vue, le contre-sommet a fonctionné un peu à l'image des Forums sociaux et confirmé une fois de plus que l'altermondialisme était bien vivant.

À noter que parmi toutes les réunions du 2 novembre, un atelier unitaire était co-organisé, à l'initiative du NPA, par les différentes forces de la Gauche de transformation sociale et écologique : Alternatifs, FASE, PG, PCF, NPA et MOC, ainsi que Sinistra Criti-

ca (Italie). Ont été confrontées les diverses options à la fois partagées - le refus de l'austérité et de cette dette qui n'est pas la nôtre -, mais aussi différenciées, notamment sur les questions écologiques comme le nucléaire, en terme de réponses à la crise, au sein de la "gauche de gauche".

Jeudi 3 novembre, surveillé-e-s par cinq hélicoptères, près de 300 manifestant-e-s ont convergé par le train jusqu'à Cap-d'Ail (frontière monégasque) pour dénoncer l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux.

La manifestation restera dans les mémoires et la présence militante sur l'ensemble des quatre jours a été notable (en partie grâce à la présence de nombreux-se-s jeunes Indigné-e-s).

Le résultat minable du G20, où les chefs d'État réunis à Cannes les 3 et 4 novembre ont une nouvelle fois démontré leur absence de volonté de réformer ce système prédateur pour les peuples de la planète, combiné au succès de ce contre-sommet, est un encouragement à prolonger l'activité altermondialiste, de l'animation des Forums sociaux aux contre-sommetts en passant par la campagne unitaire sur la dette. Du pain sur la planche, donc...

Extraits du compte rendu de Richard et Bruno

